

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juin 2023

VISANT À DONNER À LA DOUANE LES MOYENS DE FAIRE FACE AUX NOUVELLES
MENACES - (N° 1352)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 230

présenté par

M. Mickaël Bouloux, M. Baptiste, M. Philippe Brun, Mme Pires Beaune, M. Aviragnet,
Mme Battistel, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure,
M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul,
M. Naillet, M. Bertrand Petit, M. Bertrand Petit, Mme Pic, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux,
Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les
membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 16, insérer l'article suivant:**

Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant les conditions de travail des agents des douanes affectés à la sécurité du ministère de l'économie et des finances et sur le fondement de ces missions de sécurité.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés Socialistes et apparentés vient en soutien de l'amendement de Mme Leduc, il vise à faire la lumière sur les conditions de travail des agents des douanes affectés à la sécurité du ministère de l'Économie et des Finances, situé dans le quartier de Bercy, à Paris. En effet, ce ministère est le seul à employer en son sein des douaniers afin d'effectuer des missions de sécurisation.

Si cette pratique s'inscrit dans la continuité du rattachement historique des douanes françaises aux ministères économiques successifs depuis plus de deux siècles, il nous apparaît important par cette demande de rapport d'interroger la base légale derrière ces missions de sécurisation. Par ailleurs, des interventions de douaniers à l'extérieur de l'enceinte ministérielle ont pu être constatées ces dernières années à l'occasion d'actions revendicatives.

Pour ces raisons, nous demandons un rapport permettra d'éclairer sur le statut, les missions et le périmètre d'action de ces douaniers, en soulignant les point noirs d'ordre légistique qui pourraient exister.